

Séance du Parlement du 19.6.2024 – Comptes 2023 – Intervention PCE au nom du groupe PS

Merci Madame la présidente,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Chères collègues,

Madame la présidente je me permets de requérir une rallonge de mon temps de parole qui pourrait s'élever à une ou deux minutes tout au plus.

La publication puis l'examen des comptes 2023 impliquent des réflexions qui doivent largement dépasser le cadre rigide des seuls chiffres. Chers collègues, un premier coup d'œil dans le rétroviseur de la présente législature me donne à penser que le Parlement fait son boulot. On y débat, on s'y bagarre parfois (dans le bon sens du terme hein) mais surtout on y prend des décisions. Au plus près de la conscience de chacun. C'est l'expression même de la démocratie.

Seulement voilà, à y regarder de près, la présente législature n'est pas exactement la plus enthousiasmante qu'ait connue notre République quinquagénaire. On est bien loin de l'esprit novateur et joyeux qui a accompagné la création de notre Etat.

Des chiffres, des chiffres et encore des chiffres ! Ou plus précisément des **mauvais chiffres**. Pour quelqu'un qui comme moi est davantage attiré par les belles lettres des philosophes que les écritures comptables, c'est quand même un peu ardu. Pour ne pas dire complètement déprimant.

Je reste néanmoins convaincu que le canton du Jura, à plus forte raison avec l'accueil de Moutier, saura rebondir. L'idée est en effet de ne pas sombrer dans la sinistrose imposée, **qui** par le livre des comptes, **qui** par celui du budget, **qui** par une énième publication en lien avec un plan d'économies. Il est temps d'ouvrir ou de rouvrir les ouvrages visionnaires et stimulants du siècle des Lumières !

Les grands livres comptables de la République **devant** échapper aux autodafés, je vais, au nom du groupe socialiste, prendre le temps de vous livrer non pas une déclaration de politique générale mais une critique. Ou plutôt une appréciation. Une appréciation qui se ne limite pas à la présente édition des comptes. Une appréciation qui résume l'œuvre dans sa globalité, depuis, disons, une vingtaine d'années.

Chacun l'aura compris, le tome 2023 n'est ni palpitant, ni fleur bleue, ni comique. On y découvre toutefois avec bonheur que les revenus fiscaux sont en progression. La conjoncture favorable a donné un certain élan aux entreprises, c'est un fait. Nous y reviendrons. A signaler aussi, l'excellente maîtrise des charges courantes.

Ces éléments ne sauraient toutefois masquer des chapitres disons, plus poussifs. L'absence de versements de 22,9 millions de la BNS bien sûr, pour la seconde fois après l'exercice 2014, et la diminution des montants de péréquation. Dans ce cas précis, les récentes annonces positives pour 2025 nous permettent d'envisager un retour aux montants perçus en 2014.

Ainsi, même si notre indice cantonal des ressources (représentatif de notre capacité économique et financière par rapport à la moyenne suisse) a augmenté entre 2019 et 2024 (de 65.2 à 66.4), le niveau atteint après péréquation a lui été largement diminué de 88.2 à 86.5.

Il est donc nécessaire de remettre constamment l'ouvrage sur le métier au niveau national, même si personne dans ce cénacle ne doute que cela soit fait. La répartition des richesses au niveau du pays est essentielle à l'équilibre confédéral. Le Jura n'est pas un canton de seconde zone. Les bénéfices incroyables observés à Genève notamment doivent nous interpeller, quand bien même le petit Etat du bout du lac est un grand contributeur. D'ailleurs, à y regarder de près, le canton du Jura possède aussi des entreprises et des grandes marques de l'influent groupe Richemont, par exemple. **Et nous n'avons rien à envier en termes de canton périphérique !** Le Jura doit à ce titre s'inspirer de la devise du canton de Genève « Post tenebras lux », **la lumière après les ténèbres.**

Passées ces considérations calvinistes, revenons au cœur de notre histoire, et intéressons-nous à un des principaux protagonistes, **la fonction publique.** Constamment sous pression depuis plusieurs années, la fonction publique est trop souvent ignorée voire mise à l'index comme étant à la base **de tous les maux** de la République ou encore comme un vecteur **de coûts.**

Entre plans d'économies à répétition, exercices budgétaires menaçants et autres attaques ciblées de notre cénacle à son encontre, la fonction publique est véritablement sous pression. Les crises se succèdent, voire se superposent et, avec elles, la gestion souvent épique des dossiers urgents propres à ce genre de situation. A tout cela, pour prendre la métaphore de la

cerise sur le gâteau, on peut encore ajouter la préparation de l'accueil de Moutier.

Depuis le début de la législature, il n'y a pas eu de vrai répit, de ceux qui permettent de travailler sereinement, de s'épanouir, de grandir, de mener des projets, de donner à ce canton l'aura qu'il mérite, de rendre honneur à celles et ceux qui ont permis à notre canton de naître il y a cinquante ans ! Pire, on constate, impassibles ou presque, un légitime et inquiétant essoufflement au sein de l'administration.

Du point de vue des chiffres, on a mentionné une excellente maîtrise des charges. Plus d'un quart du montant total (27 %) des charges est lié au personnel, un poste qui boucle avec un montant légèrement inférieur au budget. Comptablement tout va bien, donc.

Mais humainement, qu'en est-il réellement ? **“Beaucoup d'érudits sont plus épuisés que leurs œuvres”**, disait le journaliste José Artur. Les nombreux départs ces derniers mois, notamment de cadres, suscitent un immense malaise. Plusieurs interventions en lien avec les ressources humaines dans les départements ont par ailleurs été déposées ou sont en passe de l'être. Pour le groupe socialiste, la sonnette d'alarme est tirée depuis un moment ! Il est désormais l'heure de se préoccuper des conséquences de cette politique essentiellement axée sur les économies. **Economiser de l'argent en grattant les fonds de tiroir et en culpabilisant celles et ceux qui sont au service du peuple jurassien n'est pas un projet de société !**

C'est que le personnel de l'Etat a déjà donné. En 2017, 4 millions ont été économisés sur la masse salariale. En 2019, 1,5 million d'écritures négatives dans le cadre du budget, notamment par le report de la création de nouveaux postes. En 2022, c'était 3,4 millions. Les mesures du Plan Equilibre 22-26, ont permis des économies sur le dos des fonctionnaires d'un peu plus de 5 millions grâce notamment à la contribution de 1,9%, la révision du système de gratification de fidélité, la suppression du programme d'aménagement du temps de travail lié à l'âge et la limitation des heures variables et valorisées. N'EN JETEZ PLUS !!!

Un EPT n'est pas qu'une fonction, c'est avant tout un être humain, avec ses compétences propres, son expérience, son savoir-faire. La richesse d'un

canton se mesure aussi à l'aune de toutes ces compétences. Mais ce qui court à notre perte ce sont ces compétences qu'on continue de « laisser filer » faute d'avoir un véritable projet à proposer. **Sauf celui de comprimer les coûts.** Ce déficit humain sera bien plus difficile encore à « compenser » ou « regarnir » que la réserve pour politique budgétaire. On peut citer en exemple le poste de chef de service de la santé qui vient d'être mis une 2e fois au concours... **Mais qui n'hésiterait pas dans ces conditions ?** On n'est pas loin du roman noir, mais continuons le récit.

« L'attrait et la valeur d'un Etat ne se mesurent pas qu'à l'aune de ses finances... ». L'état des finances est en effet devenu le seul point de référence du fonctionnement de l'Etat. Ce critère est, de facto, systématiquement mis en avant pour faire barrage à peu près à tout ce qui ressemble **de près ou de loin** à un projet.

On parle souvent de notre responsabilité à l'égard des générations futures et de la crainte de léguer trop de dettes. Mais rappelons-le, on ne gère pas un état comme on gère une entreprise! Le rôle d'un Etat est de se soucier de l'ensemble de la population dont il a la responsabilité !

C'est à ce stade de l'intrigue que nous allons un peu nous attarder sur la fiscalité. En particulier la fiscalité des entreprises. Fin du suspense : entre 2005 et 2024, l'évolution de l'impôt sur le bénéfice a permis aux entreprises de diminuer considérablement leur contribution à l'Etat, respectivement aux communes (et aux paroisses soit dit en passant). Que ce soit calculé sur un bénéfice net imposable de 50'000 fr, 150'000 fr, 500'000 fr ou 1 million, les entreprises payent globalement un tiers de moins d'impôts qu'en 2005. Pour une entreprise qui fait un demi-million de bénéfice, ça représente la somme rondelette de 48'000 fr. d'économisés.

Vous l'aurez compris, chères et chers collègues, mis en adéquation avec les déboires financiers de l'Etat, l'histoire devient bien compliquée. **Et c'est un chapitre**, celui de la baisse fiscale, qui a sérieusement contribué à la situation dans laquelle la RCJU se trouve aujourd'hui. Un épisode de science-fiction qui nous renvoie dans le scénario **bien réel** dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Comme les médias s'en sont fait l'écho, le Parti socialiste, respectivement son groupe parlementaire, prendra ses responsabilités dans le dossier du redressement des finances. Plusieurs interventions sont à bout touchant et

doivent contribuer à un retour à l'équilibre. Cela dans le respect des valeurs de justice sociale et de solidarité qui sont les nôtres.

Les défis sont nombreux, oui, et ils ont un coût ! Certains investissements auront clairement et rapidement un impact bénéfique, y compris financièrement, en permettant des économies à terme. Et surtout, ils amèneraient et redonneraient motivation et des objectifs positifs, tant au cœur des services de l'Etat qu'au sein de la population. Car dans cet encore jeune canton, nous savons ce que le rattrapage d'un manque d'investissement signifie.

C'est le rôle d'un Etat d'évoluer, de s'adapter, de donner le ton, de stabiliser, de prévoir et de se préparer à relever les défis futurs. L'arrivée de Moutier est soutenue avec un enthousiasme quasi unanime au sein de ce cénacle. C'est l'occasion rêvée de rénover - **pardon de moderniser** - notre état. D'ailleurs, en parlant de moderniser l'Etat, le Parlement devra également se remettre en question et profiter de Moutier pour se remettre en question, notamment au niveau de ses structures. **Et profiter de faire réviser la ventilation de la salle pendant qu'on y est !**

C'est au terme de ce roman fleuve, où la morale se veut néanmoins porteuse d'espoir, que j'invite le parlement à accepter les comptes 2023 de l'Etat. J'en profite pour remercier la ministre des Finances, le Gouvernement et l'ensemble des services de l'Etat pour le travail fourni durant cet exercice.

Je vous remercie de votre attention.